



---

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**  
**Mercredi, 06 octobre 2021**

**Textes**

- Bara DIENG, chef du bureau de la MINUSCA à Bria
- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz OUEDRAOGO, porte-parole de la Force
- Capitaine Agba MAZALO, porte-parole de la Police

**PORTE-PAROLE DU CHEF DU BUREAU DE LA MINUSCA A BRIA**

Bonjour mesdames messieurs les journalistes, bonjour à tous.

Merci au bureau de communication stratégique de la MINUSCA pour cette opportunité de parler de la Haute-Kotto, de ses dynamiques et braves femmes, de ses résilients et entreprenants jeunes et de ses remarquables hommes.

Je vous ferai l'économie de l'histoire récente, marquée comme vous le savez de beaucoup de malheurs. A contrario, le présent et l'avenir incitent manifestement à l'optimisme et sont porteurs d'espoirs que toutes les forces vives de la préfecture s'efforcent au quotidien non seulement d'entretenir, mais aussi à matérialiser et à pérenniser.

A cet effet, il importe de rappeler que la Résolution 2552 définissant le Mandat de la MINUSCA, « insiste sur le fait que tout règlement durable de la crise en République centrafricaine, y compris le processus politique, doit être aux mains des centrafricains et accorder la priorité à la réconciliation du peuple centrafricain, dans le cadre d'un processus inclusif associant les hommes, les femmes et les jeunes, y compris les personnes qui ont été déplacées du fait de la crise, quelle que soit leur origine sociale, économique, politique, religieuse et ethnique. »

Cette Résolution lui demande à la MINUSCA notamment d'accompagner les efforts déployés par les autorités de la République centrafricaine, aux niveaux national et local, pour faire participer tous les Centrafricains et les Centrafricaines au processus de paix, notamment à l'Accord de paix.

Nous y travaillons inlassablement et notre soutien aux autorités locales est constant. A cet effet, nous avons accueilli et facilité il y a moins d'un mois, le séjour à Bria, de la délégation de haut niveau conduite par le ministre d'Etat en charge du DDRR et du suivi de l'APPR, Jean Willybiro Sako. Il avait alors exhorté tous les acteurs et précisément les six groupes armés présents dans la Préfecture à adhérer résolument au processus de désarmement, conformément à l'accord de Khartoum, paraphé à Bangui en février 2019.

Faisant suite à la visite du ministre d'Etat chargé du DDRR et du suivi de l'APPR, Bria abrite depuis le 4 octobre la troisième phase des opérations de désarmement et démobilisation, qui

s'étaleront d'ailleurs jusqu'au 12 octobre prochain. Elles sont conduites par le Directeur du Centre des opérations de l'Unité d'exécution du Programme National du DDRR (UEPNDDRR) avec le soutien technique, logistique, financier et sécuritaire de la MINUSCA. A terme, ces opérations devront aboutir à la collecte d'armes et de munitions de différente nature, le désarmement et la démobilisation de 319 éléments FPRC, ABLK, UPC, MPC et MLCJ.

C'est le lieu de rappeler ici qu'en plus du soutien direct à l'UEPNDDRR, la MINUSCA a mis en oeuvre depuis environ quatre ans, le Programme de réduction de la violence communautaire (connu sous son acronyme anglais, CVR). A ce jour, l'on compte 3632 (1575 femmes) bénéficiaires de projets CVR. 130 armes conventionnelles, 2020 armes traditionnelles et environ 4000 munitions collectées. Pour le cycle 2020-2021, 500 personnes (221 femmes) ont bénéficié du projet et 350 armes traditionnelles ont été collectées.

Le défi majeur dans la Haute-Kotto est de faire taire définitivement et durablement les armes, les bannir de l'espace public pour ceux qui les portent illégalement et illégitimement et ramener leurs anciens détenteurs à une vie civile ordinaire. Pour cela, l'Etat dans tous ses aspects et ses démembrements doit redevenir fort et indispensable. C'est ce à quoi nous nous attelons au quotidien avec les autorités locales mais aussi la société civile, les femmes, les jeunes, les leaders traditionnels et religieux.

Concrètement, dans le cadre de la restauration de l'Autorité de l'Etat :

- La MINUSCA apporte l'appui opérationnel et logistique aux Forces de Défense et de Sécurité centrafricaines (FSI & FACA) ;

- La MINUSCA a organisé et organise régulièrement des ateliers de renforcement des capacités des autorités locales, Sous-Préfets, maires, chefs de quartiers et chefs de blocs, les leaders de femmes, des jeunes, les leaders communautaires et religieux. Elle apporte également son appui dans le redéploiement des fonctionnaires et agents de l'Etat dont le taux de présence dans leurs services respectifs dans la Haute-Kotto est de 96%.

- Par ailleurs, un travail fort apprécié par les autorités locales et les populations a été fait dans le cadre de la réhabilitation des bâtiments administratifs avec plus de 90% de bâtiments réhabilités, et la dotation des services préfectoraux en consommables de bureaux.

Compte tenu de l'absence des conditions matérielles et sécuritaires empêchant les Sous-Préfets de Ouadda, Ouandja Kotto et Yalinga de vivre en permanence dans leurs lieux d'affectation, la MINUSCA appuie leurs missions dans ces différentes localités pour échanger avec leurs administrés et surtout y matérialiser le retour progressif et effectif de l'autorité de l'Etat.

C'est dans cette logique que j'ai effectué des visites de terrain en compagnie du Préfet, le 30 août dernier à Sam-Ouandja et les 6, 9 et 23 septembre derniers à Bria, à Pkakawa et Kolaga sur l'axe Irabanda, à Ngoubi sur l'axe Ippy et à Boungou 1 et Ngoungoua sur l'axe Ouadda.

Au-delà de la sécurité des populations, l'objectif de ces différentes visites était aussi de s'enquérir de l'état d'exécution des projets CVR et des projets à impact rapide qui ont pour vocation et but ultime d'améliorer les conditions de vie des habitants.

Pour illustration, de 2014 à 2021, 54 QIPs ont été réalisés pour un montant de 875.741.075 XAF. Loin d'être exhaustif, l'on peut citer : la réhabilitation des infrastructures et bâtiments administratifs; la construction de trois maisons des femmes ; la réhabilitation et la construction de

15 ponts sur les axes Bria-Boungou1, Bria-Irabanda (aux PK8, PK10, PK12, PK 15 et PK45). 14 ponts ont aussi été reconstruits sur l'axe Bria-Yalinga afin de favoriser le soutien logistique aux élections et aux activités humanitaires.

En 2020-2021, neuf (9) projets à impact rapide ont été mis en œuvre, parmi lesquels, la clôture du Commissariat de police, la construction du tribunal de justice, de l'abattoir, du marché du PK3 et les bâtiments annexes de la gendarmerie. Cinq (5) QIPs ont aussi été approuvés pour relancer la chaîne pénale dans la Haute Kotto. Le lancement des travaux est prévu avant la fin de ce mois.

A ceci il faut ajouter l'amélioration de l'accès de la population de la Haute Kotto à l'eau potable. Plus de 15 forages ont été construits dans la ville de Bria et sur les axes, y compris dans le camp des FACA, au Commissariat de police de Bria et dans le quartier administratif. Citons également la construction de la clinique juridique de Bria ; la construction de l'Ecole primaire de Ngoungoa (de trois salles de classe) et la réhabilitation de la maison des magistrats.

La construction et l'équipement du centre de santé de Kolaga (PK 10) sur l'axe Irabanda ; la construction d'une maternité équipée de lits ergonomiques à l'hôpital régional et universitaire de Bria. Les centres de santé situés dans des zones éloignées comme la ville de Yalinga (PK 165) ont été également dotés de lits pour améliorer les conditions d'accueil des malades et en particulier des femmes, qui donnaient naissance à même le sol.

Par ailleurs, un millier de personnes dont plus de 600 femmes mènent actuellement des activités génératrices de revenus (AGR) avec l'appui de la MINUSCA, dans des filières diverses: savonnerie, élevage, coiffure, couture, restauration, théâtre, musique, maçonnerie et menuiserie. La restauration de l'Autorité de l'Etat passe aussi par le respect et la promotion des Droits de l'Homme - les mêmes opportunités offertes aux femmes et aux hommes, et la protection des enfants -, la mise en place d'un cadre légal et une lutte permanente contre l'impunité avec notamment l'opérationnalité de la chaîne pénale.

A ce titre, la MINUSCA appuie l'État centrafricain à travers des sessions de renforcement des capacités et des projets d'infrastructures visant à créer de meilleures conditions de travail des acteurs du système judiciaire. A cet effet, le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Bria, construit et équipé (mobilier, fournitures, alimentation à l'énergie solaire) par la MINUSCA, a organisé le 17 septembre dernier, la première audience correctionnelle depuis octobre 2016.

Notre défi majeur est donc de préserver le climat de paix actuel et de continuer à œuvrer tous ensemble pour qu'il soit définitif et durable. Le dialogue, la réconciliation inclusive, le vivre-ensemble et la paix sont à ce prix. Nous allons donc poursuivre notre appui aux autorités préfectorales, au Comité local de Paix et de Réconciliation (CLPR), aux organisations de femmes, à la plateforme religieuse, aux leaders traditionnels et au Comité préfectoral de jeunesse pour continuer à promouvoir ces valeurs et à les renforcer.

C'est cet environnement de paix et de stabilité retrouvée qui renforce le sentiment d'appartenance des populations et leur participation à la marche et au développement de leur pays à travers des élections notamment dont la MINUSCA a aussi pour mission de soutenir l'organisation. La perspective des municipales n'en sera qu'une énième occasion.

Le défi de la paix, c'est ensemble que nous le relèverons, « maboko na maboko », main dans la main.

Singuila.

## **PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), François Lounceny Fall, et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA), Mankeur Ndiaye, sont à Luanda depuis mardi, 5 octobre, pour une visite conjointe de deux jours dans le cadre des concertations régulières entre l'ONU et les Etats et organisations de la région pour la consolidation de la paix et la sécurité.

Les deux Représentants spéciaux rencontrent ce matin le Ministre des Relations extérieures angolais, Antonio Tete. Ils doivent être reçus en audience par João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola et Président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL).

Les mandats de l'UNOCA et de la MINUSCA prévoient des actions conjointes et coordonnées ainsi que le dialogue avec les pays et organisations de la sous-région afin de renforcer l'action de l'ONU pour la paix et la stabilité en Afrique centrale.

A l'initiative du Président angolais, Luanda a accueilli trois mini-sommets sur la situation politique et sécuritaire en République centrafricaine en janvier, avril et septembre 2021. Lors de ce dernier mini-sommet, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CIRGL ont adopté une feuille de route conjointe pour la paix en RCA.

- La MINUSCA condamne avec la plus grande fermeté l'attaque contre un convoi survenue mardi 5 octobre dans la localité de Matchika, à 15 km de Bambari, dans la préfecture de la Ouaka, ayant occasionné la mort de civils et des blessés.

La MINUSCA appelle le Gouvernement à diligenter une enquête sur cet incident afin que ses auteurs soient identifiés et répondent de leurs actes devant la justice.

Une patrouille de la Force de la MINUSCA a été dépêchée sur place pour recueillir plus d'informations.

## **DROITS DE L'HOMME**

- Au cours de la période entre le 28 septembre et le 4 octobre 2021, la division des droits de l'homme de la MINUSCA (DDH) a documenté 13 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 18 victimes (11 hommes, quatre femmes, deux groupes de victimes collectives et un garçon). S'y ajoutent cinq allégations en cours d'investigation affectant 20 victimes (dont neuf hommes, quatre femmes, trois filles, deux enfants de sexe inconnu et un garçon et un groupe de victimes collectives). Les préfectures les plus touchées sont la Mambéré-Kadeï, la Nana-Mambéré, la Ouaka et le Haut-Mbomou.

Parmi les incidents vérifiés, les groupes armés sont responsables de deux incidents d'abus des droits de l'homme impliquant trois victimes. Les agents de l'Etat et autres personnels de sécurité sont responsables de 11 incidents affectant 15 victimes.

## **PROTECTION DE L'ENFANT**

- Un total de 764 personnes dont 163 femmes de la police, des autorités et des leaders locaux ont pris part aux 10 sessions de sensibilisation sur les violations graves des droits des enfants organisées par la MINUSCA.

Parallèlement, la section pour la protection de l'enfance de la Mission a documenté sept violations graves des droits des enfants par les groupes armés ainsi que par les forces étatiques et autres personnels de sécurité.

## **JUSTICE**

- Dans la mise en œuvre de son mandat relatif à la lutte contre l'impunité, la MINUSCA a appuyé les autorités centrafricaines dans l'organisation des audiences pour une session criminelle de la Cour Martiale entre le 22 septembre et 1er octobre 2021. Il s'agit des premières audiences depuis l'entrée en vigueur du Code de justice militaire le 24 mars 2017 et elles ont permis de juger sept dossiers sur les huit dossiers enrôlés.

## **DDR**

- A Bangui, l'équipe DDR de la MINUSCA et son partenaire de mise en œuvre, le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) mènent des séances d'informations et de sensibilisation, préalable au lancement des activités du programme de réduction de la violence communautaire (CVR) pour 2021-2022. Les discussions ont lieu avec les membres des Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR), les autorités locales et les leaders communautaires du 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> arrondissements de Bangui ainsi que Bimbo et Begoua, les sept (7) zones de mise en œuvre du CVR cette année. Les mêmes activités de préparation ont également lieu à Bouar, Bria, Kaga-Bandoro, Bangassou, Bossangoa, Birao et Ndélé.

## **COVID-19**

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 5 octobre 2021:

- Cas accumulés 863
- Cas guéris 838
- Cas actifs 7

## **PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

L'actualité de la Force de la MINUSCA a été marquée cette semaine par une situation sécuritaire calme mais volatile, marquée par quelques incidents, mais aussi par une visite de travail du Commandant de la Force au Portugal et l'arrivée des premiers hélicoptères de l'unité d'aviation tunisienne. A cela s'ajoute des activités significatives de soutien aux populations dans tous les secteurs, surtout au profit des plus vulnérables.

Le Général Sidiki Daniel TRAORE, Commandant de la Force a effectué du 26 septembre au 02 octobre une visite de travail au Portugal, sur invitation de l'Amiral Antonio Silva Ribeiro, Chef d'État-Major des Forces Armées portugaises. Cette visite avait pour objectif, pour le haut commandement du Portugal, d'exprimer son soutien et sa volonté d'accompagner la composante militaire de la MINUSCA. Au cours de sa visite le commandant de la Force a été reçu par le Chef d'État-Major des Forces Armées et le ministre de la Défense portugais.

Sur le plan opérationnel, il a visité le commandement conjoint des opérations militaires, où il a donné une conférence, puis il s'est rendu dans le centre de cyber défense et la direction de la politique nationale de défense. Les visites de terrain l'ont également conduit au Régiment Commando où le Général Traoré a pu voir l'entraînement et la préparation de la force de réaction rapide (QRF) portugaise qui sera bientôt déployée au sein de la MINUSCA.

Ce 04 octobre 2021, nous avons assisté à l'arrivée sur le sol centrafricain du premier hélicoptère de l'unité d'aviation tunisienne, dont les membres avaient débarqué à Bangui le 21 septembre dernier. Transporté à bord d'un cargo C130 de l'armée tunisienne, il sera assemblé et testé avant sa mise en service. Le déploiement de ces aéronefs intervient dans le cadre de la résolution 2566 du Conseil de sécurité de l'ONU qui autorise l'augmentation des effectifs des militaires et policiers de la MINUSCA, afin de renforcer sa capacité opérationnelle et la protection des civils.

S'agissant de l'activité des casques bleus sur le terrain, la situation à l'Est est restée calme dans l'ensemble, avec peu d'incidents. Avec professionnalisme, les soldats de la paix ont assuré des missions d'escortes, conduit des patrouilles et exécuté des missions de routine. Tout cela a contribué à protéger les populations et à renforcer le climat rassurant qu'il y a dans la zone.

Au Centre du pays, la situation sécuritaire est restée calme mais a connu quelques tressaillements dus à un regain d'activités des groupes armés, vite enraillées par des actions robustes des unités engagées. Cela a contribué à dissuader ces derniers et empêcher leurs actions contre les populations civiles. Le déploiement conséquent de renfort dans les villes de Bambari et Kaga-Bandoro eu pour effet d'entraver la liberté de manœuvre des éléments armés et permis le retour de la quiétude.

A l'Ouest, la situation a été relativement calme mais reste préoccupante du fait des affrontements entre les FACA et les groupes armés, ainsi que des dommages causés aux populations civiles. Le déploiement robuste et rapide des unités militaires de la MINUSCA a permis de rassurer les habitants de la zone, qui continuent de vaquer à leurs occupations.

A Bangui, les unités de l'état-major intégré ont été déployées pour sécuriser des zones suite à des incidents. Elles ont aussi multiplié leurs patrouilles, assuré la protection des institutions de la République ainsi que des autorités.

De nombreuses actions civilo-militaires ont été menées au profit des populations civiles dans tous les secteurs de responsabilité de la Force de la MINUSCA.

Voilà pour ce qui était du résumé des activités de la Force.

## **PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

Le Chef de la Composante Police de la MINUSCA, le Commissaire de Police Christophe Bizimungu, a effectué le 30 septembre, une visite à Bouar dans la préfecture de la Nana-Mambéré. Accompagné du Chef d'Etat-major, du Chef des Opérations et du Chef du contingent camerounais, cette visite avait pour objectif, la prise de contact avec le personnel entrant de l'unité de Police constituée du Cameroun, la rencontre avec les UNPOL et les autres sections de la MINUSCA. La délégation a encouragé et exhorté le personnel de la Cameroun FPU1 à accomplir sa mission avec professionnalisme dans le respect des valeurs fondamentales des Nations Unies. Un accent particulier a été mis sur la discipline et le rappel de la politique de tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels.

De son côté, l'adjoint au chef UNPOL, le Divisionnaire Habi Garba s'est rendu à Bangassou le 29 septembre accompagné du DG Adjoint de la Gendarmerie Nationale centrafricaine. Ils ont eu des séances de travail avec les Forces de Sécurité Intérieure (FSI) et les UNPOL de la préfecture du Mbomou avant de visiter les unités de la Gendarmerie et le commissariat de police. Les deux entités ont été invitées à une franche collaboration et à un partage d'informations afin de relever ensemble les défis sécuritaires de la localité.

Le Chef du pilier Développement UNPOL a tenu une réunion le 30 septembre à Bangui avec les partenaires techniques et financiers dont le PNUD, EUAM, EUTM, UE, France, USA, sur le processus du prochain recrutement des FSI, l'aménagement des nouveaux bureaux du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, le déploiement des FSI et la révision du Plan de Renforcement des Capacités et de Développement des FSI (PRCD).

## **APPUI OPERATIONNEL AUX FSI**

Les équipes UNPOL en colocation dans les différents services de Police et Gendarmerie de Bangui et des régions ont échangé avec les FSI sur plusieurs thèmes, notamment, l'arrestation et l'interrogatoire du suspect, l'audition dans l'enquête de flagrant délit, le procès-verbal dans

l'enquête de police judiciaire, la police de proximité, la prévention des crimes, les droits des personnes gardées à vue.

A Bangui le 02 octobre, les équipes conjointes FSI/UNPOL du Commissariat du 6ième Arrondissement et de la Brigade Territoriale de Bimbo, ont sensibilisé les femmes de l'association « Femmes debout pour le Développement de la Centrafrique » sur les violences basées sur le genre, et à utiliser la ligne verte 1325 pour dénoncer les auteurs de ces infractions auprès des autorités compétentes.

Le même jour, UNPOL a appuyé les FSI à Bangui, pour la couverture sécuritaire d'une manifestation des jeunes sur la levée de l'embargo des armes à destination de la RCA.

Le 30 septembre, une équipe conjointe UNMAS et UNPOL a effectué une visite d'évaluation et d'assurance qualité sur la gestion des armes et munitions de l'armurerie de la Direction des Services de Police Judiciaire (DSPJ) à Bangui. L'objectif était d'améliorer la gestion des armureries par la sécurisation et la traçabilité des armes et munitions. L'évaluation a porté sur le fonctionnement de l'armurerie dans tous ses aspects : la gestion du stock, le conditionnement, l'entretien et la traçabilité des armes et munitions. Plusieurs recommandations ont été faites à l'issue de cette visite.

A Bria, UNPOL s'est rendue le 02 octobre au Bloc 25 du site des personnes déplacées de PK3 où elle s'est entretenue avec un groupe de résidents sur les violences conjugales au sein d'une famille. Les échanges ont porté essentiellement sur les différentes formes de violence et les conséquences que cela pourrait engendrer pour les victimes. UNPOL les a conseillés d'éviter toute forme de violences et de vivre en parfaite harmonie.

## **RENFORCEMENT DE CAPACITES**

A Bangui cette semaine, UNPOL a démarré une série de trois formations au profit des Forces de Sécurité Intérieure. Les formations portent sur l'exploitation du renseignement, la police de proximité et l'informatique et touchent un total de 70 personnels.

© SCPI 2021